

En débat

Benjamin Morel Politologue et auteur de Crise politique, crise de régime (Odile Jacob, 2026)

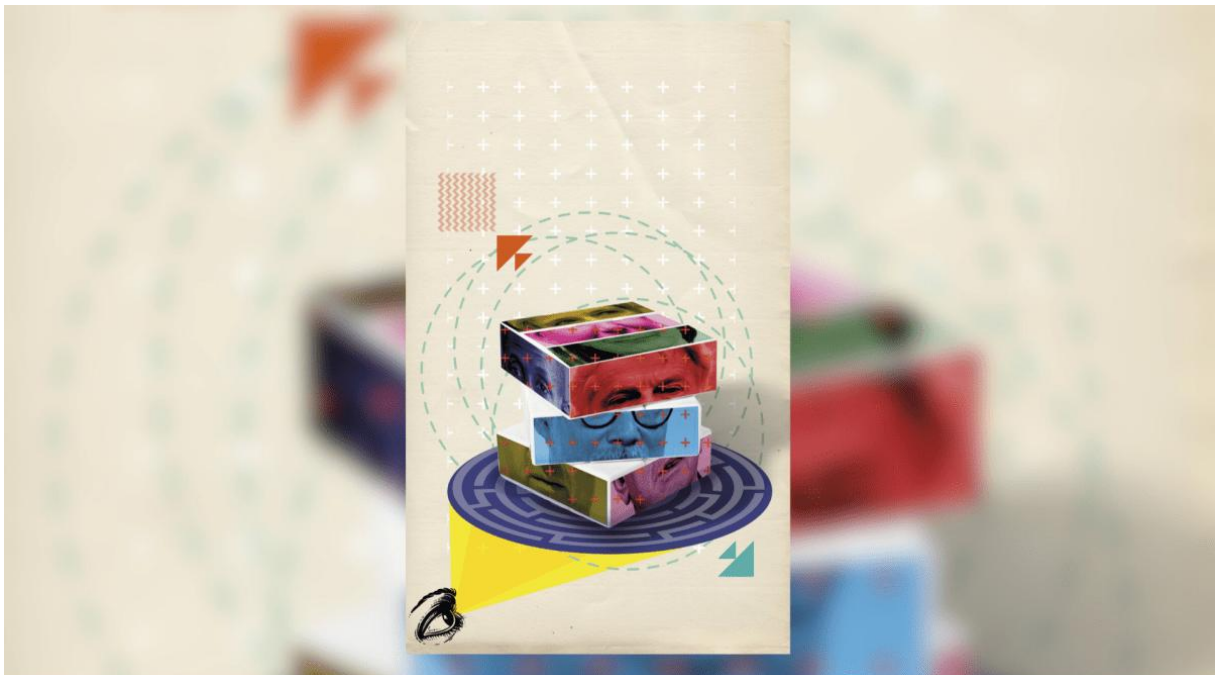
Guillaume Roubaud-Quashie Historien, président de la Fondation Gabriel-Péri

Après les municipales, comment reconstruire à gauche ?

En débat

À l'issue des élections de mars dernier, quels enseignements tirer et quelles perspectives à l'approche de la présidentielle de 2027 ? Entre divisions stratégiques, abstention populaire et recomposition électorale, analyse des conditions d'une possible reconquête.

Publié le 16 avril 2026 Journal l'Humanité



La difficulté vient aussi de ce que la gauche a elle-même produit.

Après la séquence des élections municipales, la gauche fait face à une situation contrastée. Elle apparaît forte dans les grandes métropoles, mais fragilisée dans les villes moyennes. Pour en débattre, le politologue Benjamin Morel et l'historien Guillaume Roubaud-Quashie confrontent leurs analyses : implantation locale, rapport à l'unité, abstention populaire, recomposition électorale et perspectives à l'approche de la présidentielle. Un échange sur les conditions d'une possible reconquête pour l'année qui vient.

Quel bilan général peut-on tirer, pour la gauche, à l'issue de ces municipales ?



Benjamin Morel

Politologue et auteur de Crise politique, crise de régime (Odile Jacob, 2026)

Avant tout, il faut être très [prudent dans les conclusions nationales](#). Les grandes villes ne sont pas représentatives du pays et, dans 68 % des communes, il n'y avait qu'une seule liste en course, souvent sans étiquette clairement définie en termes d'appartenance.

Cela limite la portée des analyses globales, y compris pour les dynamiques [comme le vote RN](#), qui peuvent peser indirectement, notamment aux sénatoriales. Cela posé, la gauche domine nettement dans les grandes métropoles, avec peu d'exceptions comme Toulouse ou Nice. En revanche, elle s'affaiblit dans les villes moyennes, avec des basculements symboliques comme Clermont-Ferrand, mais aussi Brest ou Tulle. La question centrale devient alors celle de l'union.

Dans les grandes villes, la gauche peut se permettre la division parce qu'elle est largement majoritaire. À Paris, par exemple, la droite n'a pu espérer l'emporter qu'en jouant sur les règles du scrutin. Mais, dans les villes moyennes, la gauche est trop faible : désunie, elle perd ; unie, elle peut aussi perdre en raison d'une surmobilisation de la droite et d'une fuite d'une partie de l'électorat social-démocrate. On se retrouve donc face à une impasse stratégique, particulièrement visible dans ces territoires, et qui reflète davantage l'état réel du pays que la situation des grandes métropoles.



Guillaume Roubaud-Quashie

Historien, président de la Fondation Gabriel-Péri

C'est un exercice difficile, parce qu'il s'agit d'élections municipales. La droite a tenté d'imposer le récit d'une victoire en s'appuyant sur le nombre de communes plutôt que sur les grandes villes, [comme le défend Bruno Retailleau](#). Il est probable d'ailleurs que cela se traduise par une stabilité du Sénat, ce qui confirme que, malgré son affaiblissement national, la droite conserve une forte implantation locale. Mais il faut regarder de près la nature de ces victoires. Dans beaucoup de communes, les campagnes de droite se sont faites sans logo, sans affiliation revendiquée, souvent sur un discours « au-dessus des partis ».

À gauche, au contraire, l'ancrage politique et les soutiens partisans sont davantage assumés, souvent dans des logiques d'alliance. Car la gauche a été divisée, mais pas totalement. [Il y a eu de nombreux accords entre communistes, socialistes et écologistes, parfois même avec les insoumis](#), ce qui n'allait pas de soi. Donc oui, la droite garde une implantation solide, mais il serait imprudent d'en déduire une adhésion nationale.

Si c'était le cas, elle aurait assumé ses étiquettes et ses leaders dans les campagnes, ce qu'elle n'a pas fait. En revanche, la séquence confirme l'effondrement des macronistes : Renaissance ne s'impose ni dans les grandes villes ni ailleurs, ce qui traduit un échec à la fois local et national.

Enfin, un point souvent invisibilisé : le Parti communiste, pourtant deuxième force d'élus à gauche avant et après ces élections, a été largement absent du traitement médiatique. Cela pose question, d'autant qu'il conserve une implantation réelle, avec des victoires comme à Nîmes, même si la situation reste contrastée selon les territoires.

Clermont-Ferrand, par exemple, a basculé malgré l'union à gauche. L'unité ou la division change-t-elle vraiment l'issue ?

Guillaume Roubaud-Quashie La question de l'unité de second tour ne règle pas tout. D'abord parce que tout se joue aussi au premier tour, dans la capacité à convaincre et à agréger un électorat. Ensuite, parce qu'un travail politique a installé l'idée de deux gauches irréconciliables.

Dans ces conditions, appeler à l'union au second tour devient peu crédible après des mois de discours opposés. Le débat sur la fusion a donc pris beaucoup de place, mais il reste une entrée trop étroite pour comprendre les dynamiques réelles.

La surmobilisation de l'électorat de droite face à une gauche unie est-elle conjoncturelle ou structurelle, notamment en lien avec la diabolisation de La France insoumise (LFI) ?

Benjamin Morel C'est une question compliquée, et probablement la plus essentielle si on sort du bilan des municipales pour se projeter sur les élections suivantes. Ce qu'on peut dire, si on regarde les derniers scrutins, c'est que celui qui gagne une élection n'est pas forcément celui qui a la base électorale la plus large, mais celui qui arrive le mieux à la mobiliser.

Si une partie importante des électeurs ne vote pas, cela change tout. On a ici une participation relativement faible, avec beaucoup d'abstention, et une forme de déterritorialisation du vote, notamment chez les « jeunes ». Et quand je parle de « jeunes », je vais au-delà des catégories de l'Insee : cela renvoie surtout à des modes d'information. Aujourd'hui, on s'informe davantage par les chaînes en continu et les réseaux sociaux que par les médias locaux, qui restent surtout suivis par les plus âgés.

Sur le même thème



[Municipales 2026 : la stratégie autonomiste de LFI paye dans certaines villes mais se limite aux zones de force de Mélenchon](#)

Cette déterritorialisation passe soit par une abstention importante – dans un électorat souvent favorable à la gauche –, soit, par une nationalisation du scrutin : on vote local pour envoyer un message national. Cela favorise des partis à lecture nationale forte, comme le RN ou LFI, et crée des tensions. En miroir, l'électorat de droite se mobilise lui aussi sur ces enjeux nationaux, notamment pour faire barrage à la gauche. Cela conduit à des surmobilisations dans certaines villes, comme à Lille ou à Toulouse.

Ce n'est pas tant que la gauche unie perd des électeurs, c'est qu'elle fait face à une mobilisation accrue de ses adversaires, combinée à une légère hausse de l'abstention. On est probablement dans quelque chose à la fois de conjoncturel et structurel.

[Les législatives de 2024 le montrent](#) : en cas de duel RN-PS, seul un électeur macroniste sur deux vote socialiste. Le front républicain a surtout reposé sur l'électorat de gauche, beaucoup moins dans l'autre sens. Une partie de l'électorat LR a même préféré voter RN, comme on l'a vu à Marseille avec des reports au second tour. On observe donc une porosité entre une partie de la droite et le RN.

À l'inverse, l'électorat centriste tend souvent à ne pas trancher entre gauche et RN, mettant les deux blocs sur un même plan. Tout cela s'inscrit dans une tripolarisation durable de la vie politique, avec des blocs très peu poreux. Dans ce cadre, les reports de voix deviennent incertains, ce qui constitue un problème structurel pour la gauche là où elle n'est pas majoritaire seule.

Guillaume Roubaud-Quashie [La banalisation du RN](#) favorise des reports et des formes de vote utile dans un continuum droite-extrême droite, ce qui a été très visible lors de ces élections. Mais cela ne résume pas tout l'électorat de droite. Le cas de Nîmes montre qu'une partie non négligeable refuse encore l'extrême droite : sans ces voix, la victoire de Vincent Bouget (PCF) n'aurait pas été possible.

Il existe donc toujours un réflexe républicain au-delà de la gauche, avec des électeurs prêts à se mobiliser pour empêcher une victoire du RN. Autrement dit, malgré sa progression, l'extrême droite reste encore un repoussoir pour une partie significative de la population.

Au-delà de la porosité entre droite et extrême droite, la gauche fait-elle face à une surmobilisation culturelle de l'électorat de droite contre elle ?

Guillaume Roubaud-Quashie Oui, on observe deux phénomènes liés : [une banalisation du RN](#) et, en parallèle, une [diabolisation très forte d'une partie de la gauche](#), parfois nourrie par ses propres prises de position. Cette mécanique est largement entretenue, notamment médiatiquement, en présentant la gauche – et en particulier les insoumis – comme le principal danger.

Cela peut produire des logiques d'hypermobilisation contre elle, y compris dans des campagnes locales, parfois sur des ressorts anciens, comme l'idée d'une menace « communiste ». Ces stratégies peuvent être efficaces pour mobiliser à droite.

Mais elles ne suffisent pas à tout expliquer : une partie de l'électorat non de gauche continue de refuser ces logiques, notamment lorsqu'il s'agit de faire barrage à l'extrême droite ou à des alliances avec elle. Le cas parisien montre ainsi que ce refus dépasse le seul électorat de gauche.

La participation des classes populaires évolue-t-elle ou reste-t-on dans une abstention structurellement forte, notamment hors des grandes métropoles ?

Benjamin Morel On observe une sous-mobilisation durable. Les élections locales mobilisent surtout les catégories aisées et les personnes âgées, ce qui favorise des équilibres plus conservateurs et les équipes en place. Les classes populaires restent largement à l'écart, notamment en raison d'un accès plus faible à l'information et d'un traitement médiatique tardif et limité.

Cela pose un problème démocratique réel. Il existe toutefois des surmobilisations locales, liées à un travail de terrain de certains partis, notamment de La France insoumise qui a cherché à conquérir des mairies qu'elle ne détenait pas, ou à la perception d'un enjeu fort, comme une bascule politique. Dans ces cas, des abstentionnistes intermittents se déplacent. Mais, globalement, à l'échelle du pays, la participation des milieux populaires continue de s'éroder.

Sur le même thème



[La gauche tombe-t-elle dans le piège de l'extrême droite ? | Piquemal face à Troussel | L'Humatch](#)

Guillaume Roubaud-Quashie Les chiffres nationaux d'abstention sont difficiles à interpréter, notamment après la réforme du scrutin dans les petites communes, où l'absence de concurrence réduit mécaniquement la participation. Mais cela n'explique pas tout : dans les banlieues populaires, la participation continue de s'éroder, en dehors de rares surmobilisations liées à des enjeux forts.

On reste très loin des niveaux observés lors des présidentielles ou des législatives de 2024, où l'enjeu – notamment face à l'extrême droite – avait suscité une forte mobilisation. Aux municipales, la participation demeure globalement faible dans les milieux populaires. La raison principale est connue : un doute profond sur la capacité du vote à changer concrètement la vie.

À l'approche de la présidentielle, la gauche peut-elle convaincre qu'elle peut changer concrètement la vie ou l'abstention tient-elle à des causes plus profondes ?

Benjamin Morel Deux éléments sont déterminants. D'abord, la crédibilité de l'action politique : si les électeurs pensent que la politique ne peut plus transformer le réel, ils s'abstiennent ou se tournent vers des solutions de rupture. L'enjeu de 2027 est donc de redonner à l'État une capacité d'action visible et crédible, avec un projet applicable, pas seulement encadré par des contre-pouvoirs.

Ensuite, la structuration des électorats. [L'électorat d'extrême droite est cohérent sur les questions d'identité et d'immigration](#), mais très divisé sur les questions économiques et sociales. Or le pays reste majoritairement orienté à gauche sur ces enjeux. Le choix du terrain est donc décisif : si la campagne se joue sur les questions économiques et sociales, la gauche est en position favorable et la diabolisation fonctionne moins.

Cela ne garantit pas un retour des électeurs passés au RN, mais permet de créer des conditions de remobilisation. La stratégie devrait donc être double : réaffirmer la capacité de la politique à agir concrètement et recentrer le débat sur le terrain économique et social, plutôt que sur les enjeux identitaires où la gauche est minoritaire.

La gauche peut-elle encore convaincre qu'elle est capable de changer réellement les choses ?

Guillaume Roubaud-Quashie Il y a évidemment une question de discours : que veut-on faire et comment le dire. Mais la difficulté vient aussi de ce que la gauche a elle-même produit. Lorsqu'elle était au pouvoir, elle a contribué à installer l'idée que « *l'État ne peut pas tout* », ce qui a nourri un sentiment d'impuissance durable. À cela s'ajoutent des expériences gouvernementales récentes qui ont laissé des traces, en particulier celle menée sous François Hollande, dont l'issue a profondément marqué les électeurs.

Malgré ce passif, la gauche n'est pas en situation d'effondrement. Elle dispose encore d'un tissu militant réel et d'une forme de disponibilité sociale qui se manifeste dans certaines campagnes. Par ailleurs, sur des questions structurantes comme la réforme des retraites, il existe des majorités larges dans le pays qui ne trouvent pas de traduction politique du côté de la droite ou de l'extrême droite.

Autrement dit, si une gauche cohérente, sincère et déterminée parvient à montrer qu'elle peut porter une perspective majoritaire et crédible, il existe un espace pour reconstruire un rapport de confiance avec les électeurs.

Face à l'extrême droite, ne rien lâcher !

C'est pied à pied, argument contre argument qu'il faut combattre l'extrême droite. Et c'est ce que nous faisons chaque jour dans l'Humanité.

Face aux attaques incessantes des racistes et des porteurs de haine : soutenez-nous ! Ensemble, faisons entendre une autre voix dans ce débat public toujours plus nauséabond. [Je veux en savoir plus.](#)